

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice **67**

Présents **53**

Votants **59**

Dont 6 procurations

OBJET :

URBANISME :

**Projet de schéma de
cohérence territoriale
(SCOT) Nivernais
Morvan : approbation
du projet périmètre et
du projet de création du
Syndicat Mixte di Scot
Nivernais Morvan**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : **23 07 2024**

Publié ou notifié
le : **23 10 2024**

**L'an deux mille vingt quatre le : Jeudi 11 Juillet à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Sermages**

sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 4 Juillet 2024

Etaient présents :

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : /
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX
Julien DENOUEL
Caroline MARCEAU
Jean-Michel AGEZ
Monique BERNARD
Michel MULOT
- **Charrin** : Serge CAILLOT, Hervé GARCON
- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE
Christine MASCARELLO
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : /
- **Chougny** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD, Frédéric LEMOINE
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : /
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Sylvie DELAVELLE,
Florence CHANDIOUX, Floor NUSINK

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Nicolas REVELIN Supplée Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : Olivier FOREST
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : /

Procurations de :

- 1 – M. Serge DUCREUZOT à Mme Elisabeth JOSSE
- 2 - M. Olivier FAURE à Mme Florence CHANDIOUX
- 3 – M. Thierry DESCOURS à M. Gilles GONIN
- 4 – M. Christian POUCHELET à Mme Jocelyne GUERIN
- 5 – M. Jean-Jacques LAMALLE à M. Didier BOURLON
- 6 – Mme Marie-Laure PARMENTIER à Mme Caroline MARCEAU

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

URBANISME : PROJET DE SCHEMA DE COHERENCE
TERRITORIALE (SCOT) NIVERNAIS MORVAN :
APPROBATION DU PROJET DE PERIMETRE ET DU
PROJET DE CREATION DU SYNDICAT MIXTE
DU SCOT NIVERNAIS MORVAN

Les enjeux du SCoT Nivernais Morvan

M. Michel MARIE, Vice-Président en charge de l'urbanisme, explique que, jusqu'à présent, les communes qui composent le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Nivernais Morvan étaient majoritairement soumises au règlement national d'urbanisme (RNU) faute de disposer d'un document d'urbanisme (carte communale, plan local d'urbanisme communal ou intercommunal - PLUi). Les maires voient donc s'appliquer des règles générales et disposent de peu de marges de manœuvre pour orienter les constructions et le développement urbain. Pour les communes et les communautés de communes ayant fait la démarche de se doter d'un document d'urbanisme, faute de SCoT, elles sont soumises comme les communes sous RNU au principe d'urbanisation limitée aux zones déjà construites : elles ne peuvent accroître les zones constructibles sans passer par une dérogation délivrée par les services de l'Etat.

Les sollicitations pour l'accueil et le développement de projets d'installation de toute nature (de l'activité touristique/artisanale, l'habitat, ou agricole à l'infrastructure énergétique) viennent directement percuter les territoires et leurs capacités à y répondre à l'appui d'outils d'aménagement et de développement propres à leurs spécificités. Dans le contexte d'un renforcement des ambitions nationales des trajectoires « zéro artificialisation nette » et « zéro émission carbone » à l'horizon 2050, le territoire se voit de plus en plus inciter à se doter de documents de portée stratégique sur l'aménagement durable s'il ne veut pas voir son développement figé.

Qu'est-ce que le SCoT ?

Le SCoT est un **document de planification** composé d'un ensemble de documents de portée juridique, qui fixe les priorités du territoire sur tous les aspects de la vie quotidienne (logement, transports, développement économique, protection et mise en valeur des espaces naturels/paysages), ainsi que les objectifs de long terme pour l'amélioration de la qualité de la vie. Ce document a vocation à constituer une feuille de route commune à tous les élus pour aménager leur territoire. Il s'appuie sur la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes (élus, acteurs institutionnels, société civile, habitant) d'un bassin de vie qui présente des caractéristiques géographiques, économiques et culturelles communes.

Il se compose :

- D'un *Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)* qui définit les principes qui encadreront l'organisation et le développement du territoire à l'horizon de 20 ans ;

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



.../...

- D'un *Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)* qui décline la stratégie en distinguant :
 - o Les *prescriptions* : il s'agit des orientations du SCoT qui doivent être déclinées dans les documents d'urbanisme à l'échelon communal/ intercommunal ;
 - o Les *recommandations* : il s'agit des éléments complémentaires qui peuvent être déclinés dans les documents d'urbanisme. Il peut s'agir d'outils ou d'approches à développer en parallèle.
- De *différentes annexes* contenant le diagnostic territorial mais aussi un programme d'actions qui permet d'identifier des actions concrètes de mise en œuvre des prescriptions et objectifs identifiés dans le SCoT, toute thématique confondue.

Le SCoT est chargé d'intégrer les lois, les règlements et les orientations d'autres documents dits de rang supérieur qui sont :

- soit l'expression de politiques sectorielles (schéma régional des carrières, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, etc.) ;
- soit des stratégies issues d'un document d'aménagement d'un échelon supérieur, tels que le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Depuis le 1^{er} avril 2021, le SCoT « modernisé » devient sur son périmètre d'exercice, le seul document à décliner dans les PLU(I) et cartes communales. Concrètement, une fois approuvé il est le document juridique de référence avec lequel les documents d'urbanisme doivent être compatibles (cf. annexe 4), soit ne pas aller à l'encontre des orientations présentes dans le SCoT.

Le SCoT est donc une opportunité pour les élus du Nivernais Morvan de construire une stratégie d'aménagement de moyen-long terme adaptée aux spécificités du territoire en cohérence avec les politiques publiques nationales et régionales, et en articulation avec les documents d'urbanisme en cours ou en projet d'élaboration sur le territoire, notamment les plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) prescrits et en cours de réalisation sur trois des quatre intercommunalités concernées par le projet.

Cette démarche pourra aussi être l'occasion de le compléter d'un **plan climat air énergie territorial** (PCAET) afin de pouvoir trouver des réponses collectives aux effets du changement climatique (augmentation des températures, déficit ou surplus d'eau) dont les conséquences sanitaires (décès liés aux épisodes de canicule) autant qu'économiques (pertes de rendements agricoles, exposition aux parasites et maladies) et environnementales (disparition des espèces faunistiques et aquatiques), questionnent la trajectoire de développement du territoire Nivernais Morvan compte tenu de ses spécificités socio-économiques et paysagères. Ce SCoT, le cas échéant, complété d'un PCAET permettrait la mise en cohérence des actions menées par les EPCI en matière d'adaptation au changement climatique, de sobriété énergétique et foncière, et de mobilité durable.

Le périmètre du SCoT Nivernais Morvan et son portage

Si l'entrée par bassin de vie donnait toute légitimité au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) pour porter un SCoT dans la mesure où il s'agit de son périmètre de référence, le code de l'urbanisme précise (article L143-2) que le territoire couvert par le SCoT doit être d'un seul tenant, sans enclave et recouvrir le périmètre de compétences de la structure en charge de son élaboration.

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



.../...

Dans la mesure où la Communauté de Communes Amognes Cœur du Nivernais est déjà engagée dans le SCoT du Grand Nevers, le périmètre projeté du SCoT Nivernais Morvan recouvrira les périmètres des 4 EPCI du PETR non couverts par un SCoT, à savoir les communautés de communes suivantes :

- Bazois Loire Morvan,
- Haut Nivernais Val d'Yonne,
- Morvan Sommets et Grands Lacs,
- Tannay Brinon Corbigny.

Le territoire projeté du SCoT Nivernais Morvan comprend 168 communes (cf. *annexes*).

Compte tenu du périmètre, la solution qui s'impose aux quatre EPCI intéressés au projet, est la création d'une structure syndicale *ad hoc* dont l'objet sera l'élaboration, l'approbation, le suivi et la révision du SCoT, après transfert des compétences schéma de cohérence territoriale et le cas échéant, PCAET.

La structure syndicale (cf. *projet de statuts en annexe*) prendra toutes les décisions afférentes au déploiement du projet de SCoT (vote du budget, attribution de marché, approbation des documents, etc.) et réalisera les études et travaux nécessaires à l'exercice de cette compétence. Il accompagnera également les élus dans leurs réflexions en matière d'aménagement.

A l'invitation du PETR qui agit pour le compte de ses membres, plusieurs réunions ont été organisées avec les présidents et directeurs généraux des services des quatre intercommunalités afin de préfigurer le syndicat mixte porteur du SCoT. Ce groupe de travail a été élargi aux services de l'Etat (Préfectures et directions départementales des territoires), aux services techniques de la Région Bourgogne-Franche-Comité, au Parc Naturel Régional du Morvan dont le périmètre recouvre pour partie celui du SCoT Nivernais Morvan, et au Département de la Nièvre.

Une réunion de présentation de la démarche a été également réalisée auprès des élus de la Conférence des maires afin de leur présenter la démarche générale d'élaboration du SCoT, les enjeux notamment au regard des échéances d'intégration des objectifs de sobriété foncière, et répondre à leurs questions.

Le périmètre du SCoT ainsi que la création du syndicat mixte fermé du SCoT Nivernais Morvan supposent l'accord de l'ensemble des EPCI concernés ainsi que celui de leurs communes membres.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'approuver le projet de périmètre du SCoT Nivernais Morvan, le projet de statuts du futur syndicat mixte du SCoT annexés à la présente délibération, et la création du futur syndicat.

En outre, afin de prendre en compte les changements climatiques, le SCoT peut être complété d'un programme d'actions afin de déployer des mesures visant la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets. On dit alors du SCoT qu'il vaut plan climat, air, énergie territorial (PCAET).

.../...

Le Conseil communautaire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants, et L. 5211-5,

VU le Code de l'urbanisme et ses articles L.141-1 et suivants,

VU les éléments de présentation relatifs au projet de SCoT Nivernais Morvan,

VU la compétence « schéma de cohérence territoriale » de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014,

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

VU l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des SCOT, issue de la loi ELAN (2018) qui facilite le portage par les SCoT des enjeux de la transition énergétique et climatique,

VU la loi n°2021-1104 du 24 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets,

VU le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Bourgogne Franche-Comté en vigueur avec lequel le SCoT devra être compatible,

VU la réunion de présentation du SCoT Nivernais Morvan à la Conférence des maires en date du 1^{er} juillet 2024

CONSIDÉRANT les enjeux de planification territoriale au regard des ambitions de la loi climat et résilience,

CONSIDÉRANT le caractère stratégique du projet de SCoT Nivernais Morvan construit avec l'ensemble des parties prenantes du territoire du Nivernais Morvan,

CONSIDÉRANT la gouvernance, existante jusqu'alors à l'échelle PETR Nivernais Morvan, qui nécessite la poursuite de l'action de consolidation des coopérations entre les territoires,

CONSIDÉRANT que le projet de SCoT ne peut être réalisé sur le périmètre du PETR Nivernais Morvan compte tenu du fait que la Communauté de Communes Amognes Cœur de Nivernais appartient au périmètre du SCoT du Grand Nevers, et qu'il recouvrira donc les périmètres des Communautés de communes Bazois Loire Morvan, Haut Nivernais Val d'Yonne, Morvan Sommets et Grands Lacs et Tannay Brinon Corbigny,

CONSIDÉRANT que ce périmètre nécessite la création d'un syndicat dédié pour assurer les missions d'élaboration, d'approbation, de suivi et de révision du SCoT, et le cas échéant d'un SCoT valant plan climat air énergie territorial (PCAET) ou d'un PCAET,

Après en avoir délibéré,

- **DÉTERMINE** le périmètre du schéma de cohérence territoriale Nivernais Morvan lequel recouvre les périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) suivants : Bazois Loire Morvan, Haut Nivernais Val d'Yonne, Morvan Sommets et Grands Lacs, Tannay Brinon Corbigny,
- **APPROUVE** le périmètre et le projet de SCoT Nivernais Morvan,
- **APPROUVE** la création du futur syndicat mixte du SCoT Nivernais Morvan et les projets de statuts annexés à la présente délibération,

.../...

- **APPROUVE** le projet d'élaboration d'un SCoT modernisé, et le cas échéant, d'un SCoT valant plan climat, air, énergie territorial (PCAET) ou d'un PCAET,
- **CHARGE** Monsieur le Président de la Communauté de communes à solliciter Messieurs les Préfets de la Nièvre et de l'Yonne, représentants de l'Etat dans les Départements concernés, pour obtenir l'arrêté de périmètre et demander la création du syndicat mixte fermé du SCoT Nivernais Morvan,
- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de communes à solliciter l'avis des Conseils municipaux des communes membres sur :
 - le périmètre du SCoT et la nécessité de créer un syndicat mixte sur ce périmètre afin d'assurer le portage et l'élaboration d'un SCoT, le cas échéant valant PCAET,
 - la création d'un syndicat mixte et l'adhésion de la Communauté de communes au futur syndicat mixte du SCoT Nivernais Morvan,
 - le transfert de la compétence SCoT et, le cas échéant, de la compétence PCAET au syndicat mixte porteur du SCoT Nivernais Morvan,
 - la signature de toute pièce contractuelle se rapportant à la création du syndicat mixte du SCoT Nivernais Morvan et au projet de SCoT.

Voix pour 22, abstentions 33, contre 4

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

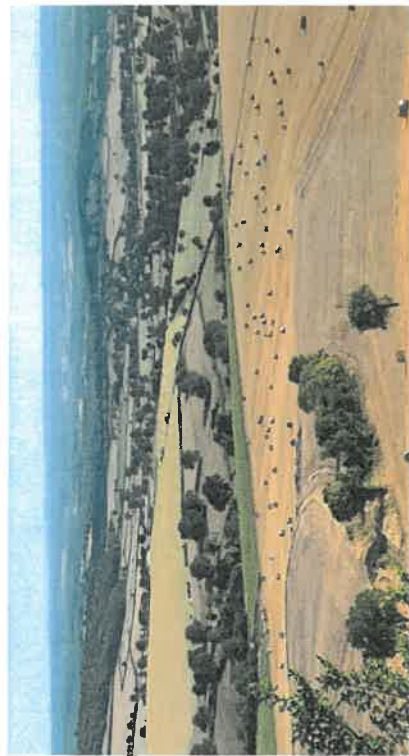


**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 11 Juillet 2024**

**La Secrétaire de Séance,
Annie LECERF.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**



Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Nivernais Morvan



Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

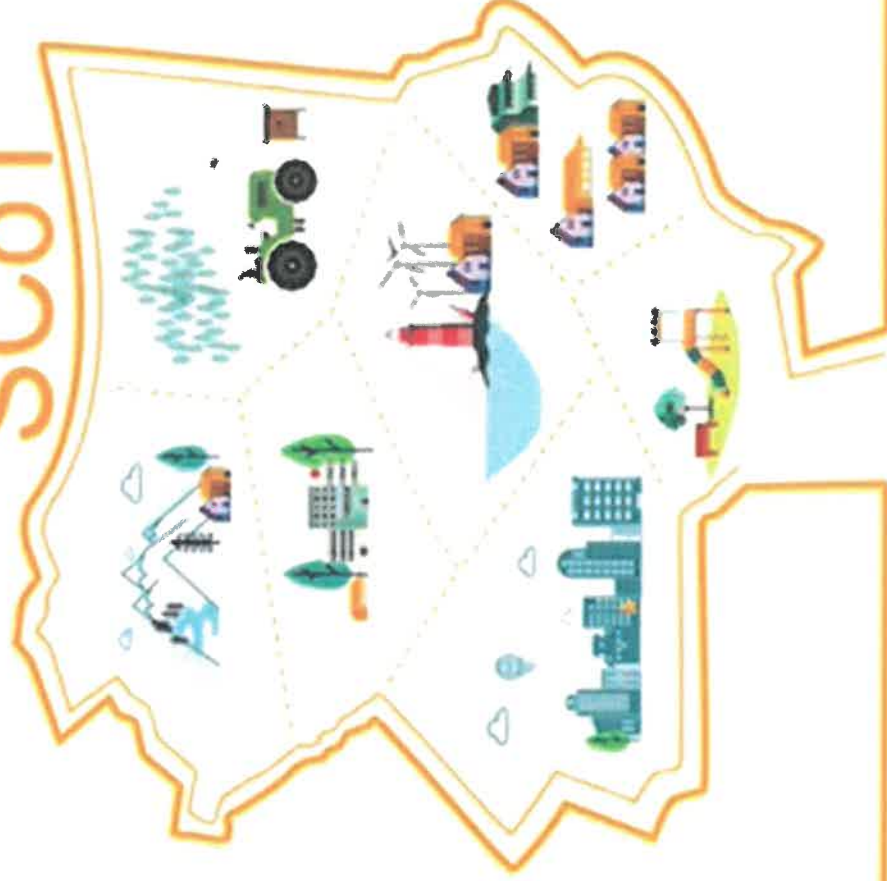
S²LO

Qu'est-ce que le Schéma de Cohérence Territoriale ?

**Projet
Stratégique**

**Sur les grandes
thématiques du
quotidien**

SCoT



20 ans

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

S²LO

Qu'est-ce qu'un SCoT?

- ✓ Une feuille de route stratégique pour un développement territorial d'avenir
 - ✓ Cohérent
 - ✓ Équilibré
 - ✓ A 20 ans

sur 3 grandes thématiques du quotidien



Activités économiques dont l'agriculture



Logements/ services/ mobilités



Transitions écologiques et énergétiques

- ✓ Définie par les élus en concertation avec les acteurs du territoire
- ✓ Pour une meilleure coordination des politiques publiques en contexte de changement climatique, de sobriétés foncière et énergétique et de réduction de l'artificialisation des sols
- ✓ Un document d'urbanisme opposable

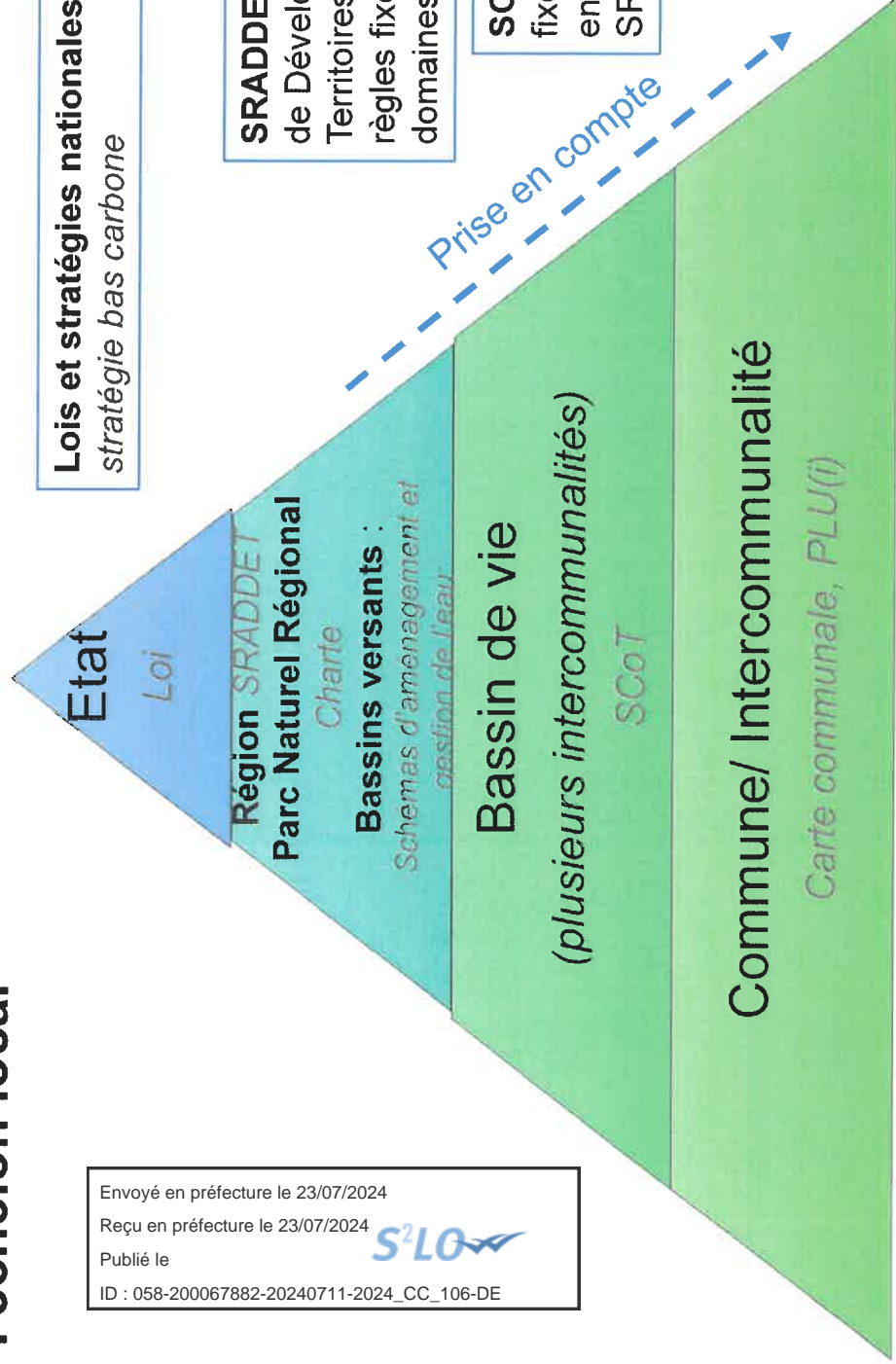
Envoyé en préfecture le 23/07/2024
Reçu en préfecture le 23/07/2024
Publié le



ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

Qu'est-ce qu'un SCoT?

Le SCoT permet d'adapter les politiques publiques nationales et régionales à l'échelon local



Lois et stratégies nationales : ex: zéro artificialisation nette, stratégie bas carbone

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires précise la stratégie, les objectifs et les règles fixées par la Région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire.

SCoT: Schéma de Cohérence Territoriale fixe les grandes orientations du territoire en tenant compte des orientations du SRADDET

Les orientations du SCoT s'appliquent aux **PLUi, PLU et cartes communales** en leur laissant des marges de manœuvre pour les appliquer

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



Qu'est-ce qu'un SCoT?

Les orientations SCoT sont définies dans les documents suivants



Permet d'intégrer dans la stratégie territoriale les enjeux et perspectives d'action sur les volets climat, air, énergie
= **stratégie d'adaptation au changement climatique**

! Le niveau d'ambition des actions à mener est décidé par les élus, en concertation avec les acteurs du territoire, dans le respect de ses spécificités

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



Exemples d'actions à mener dans le SCoT



PRESCRIPTIONS : Ce que **doit fixer** le SCoT

= orientations juridiquement opposables qui s'imposent, dans un rapport de compatibilité (respecter l'esprit des prescriptions), aux documents d'urbanisme

Ce que **doit fixer** le SCoT

Exemples


SCoT de l'Autunois :

-  Définir les objectifs et les principes de la politique d'habitat en prenant en compte l'évolution démographique
-  Préciser les objectifs de nouveaux logements par EPCI et les objectifs de la réhabilitation du parc de logements existants (public/privé)

Les documents d'urbanisme :

- ✓ Priorisent l'implantation des nouvelles constructions dans les dents creuses et en renouvellement urbain ;
- ✓ Définissent des objectifs chiffrés de logements à réhabiliter ;
- ✓ Définissent des objectifs de densité pour les nouvelles opérations d'habitat, (ex: 12 logements par hectare dans les villages. 20 logements/ hectare dans les bourgs etc.)

SCoT Grand Avalonnais :

-  Cartographier les espaces et sites naturels agricoles, forestiers ou urbains à protéger
- Définir des modalités de protection

Les documents d'urbanisme proposent d'identifier les secteurs propices au développement de productions spécialisées (maraîchage, arboriculture) sur la base de critères : proximité des parcelles par rapport aux bourgs et village ; accessibilité de la ressource en eau ; qualité pédologique ;

Exemples d'actions à mener dans le SCoT

PRESCRIPTIONS : Ce que doit fixer le SCoT

= orientations juridiquement opposables qui s'imposent, dans un rapport de compatibilité (respecter l'esprit des prescriptions),, aux documents d'urbanisme

Ce que doit fixer le SCoT



Activités
économiques

- Fixer les orientations qui contribuent à favoriser le développement économique et les implantations commerciales



Energie

- Fixer les orientations qui contribuent à favoriser la transition énergétique et climatique, notamment le développement des énergies renouvelables

Exemples

SCoT du Livradois Forez :

Le potentiel de foncier d'activités à mettre en œuvre sur la durée du SCoT est estimé à 174,3 ha de nouvelles surfaces aménagées dont 69,3 ha déjà disponibles en densification des zones déjà existantes. Il revient aux PLUi de positionner 4 ha/ ComCom pour le développement des entreprises déjà implantées situées en dehors des zones d'activités.

SCoT des Grands Causses :

Les centrales photovoltaïques au sol répondront aux critères environnementaux et paysagers définis dans le SCoT. Aucun projet ne pourra être envisagé sur des terrains boisés ou destinés à l'agriculture.

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



En synthèse

Le SCoT permet de définir un projet d'aménagement commun :

- Reprendre la main sur les choix d'aménagement : ce sont les élus et les acteurs du territoire qui fixent les ambitions...
- ... Tout en adaptant les objectifs des politiques publiques régionales/nationales au regard des spécificités territoriales
- Pour renforcer les atouts et particularités du territoire (en matière de paysage, d'architecture, d'activités économiques, etc.)
- Trouver des réponses à des problématiques communes (mobilité, rénovation de l'habitat, démographie, maintien des activités économiques, etc.)

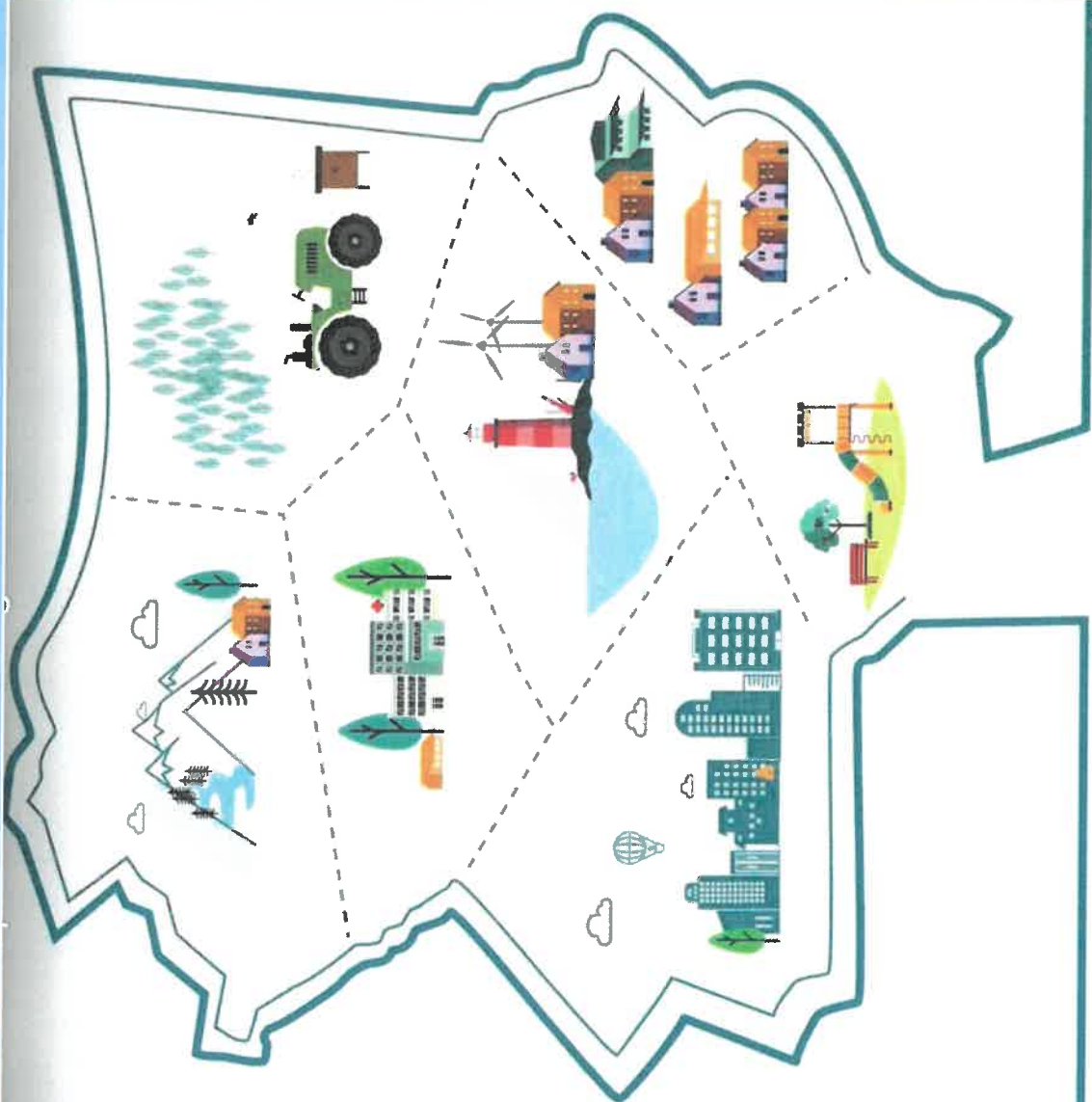
SCoT Nivernais Morvan : Pourquoi? Comment?

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



Pourquoi un SCoT Nivernais Morvan ?

Sans SCoT :

- **Contrainte de l'urbanisation limitée : depuis 2017, les communes avec ou sans document d'urbanisme ne peuvent plus étendre les périmètres des zones constructibles/urbanisées de leurs communes (sauf dérogation)**
- **Renforcement des contraintes avec l'objectif de sobriété foncière : faute de SCoT & de documents d'urbanisme intégrant les objectifs de sobriété foncière du SRADDET, les ouvertures à l'urbanisation et les autorisations d'urbanisme ne seront plus possibles à l'horizon 2028 même pour les communes avec un document d'urbanisme**

Pourquoi un SCoT Nivernais Morvan ?

Avec le SCoT :

- Fin des demandes de dérogation au principe d'urbanisation limitée
- Les communes retrouvent des marges de manœuvre pour accueillir des projets de construction :
- Les communes avec document d'urbanisme (carte communale, PLUi) peuvent autoriser les constructions :
 - Dans les zones déjà identifiées comme constructibles
 - Dans de nouvelles zones désignées comme constructibles
 - D'étendre au besoin les périmètres des zones constructibles de leurs documents
- Pour les communes sous RNU = pas de changement (les règles générales s'appliquent)
- Les élus disposent d'un cadre harmonisé et unique pour orienter le type de constructions/ équipements dans le respect de l'identité paysagère/ architecturale de la commune

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



SCd
Map
Sub
Bou

Le SCoT Nivernais Morvan : comment?

- Un syndicat mixte
- Composé de 4 EPCI compétents sur le périmètre du SCoT Nivernais Morvan (*hors CC Amognes comprise dans le périmètre du SCoT du Grand Nevers*) > 2 délégués titulaires et suppléants + autant de siège supplémentaires au prorata de la population par tranche entière de 5 000 habitants
- 168 communes dont 55 dans le Parc Naturel Régional du Morvan
- Articulation avec ingénieries du Pays et du PNR

PLUi prescrit et élaboration en cours

Elaboration PLU: Montsauche-les-Settons
Moux-en-Morvan
Cartes communales :Arleuf, Chalaux, Corancy, Empury, Gien-sur-Cure, Lavault-de-Frétoy, Planchez
+ documents approuvés ou en révision

PLUi prescrit

PLUi prescrit

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

Légende

■ Périmètre du Parc Naturel Régional du Morvan

EPCI

■ Bazois Loire Morvan

■ Haut Nivernais-Vai d'Yonne

■ Morvan Sommet et Grands Lacs

■ Tannay-Bénion-Corbigny

Le SCoT Nivernais Morvan : comment?

Les missions du syndicat porteur du SCoT

ETUDE/ ANIMATION

- Réaliser et faire réaliser toutes études ou travaux nécessaires à **l'exercice de la compétence SCoT** (élaboration, suivi et mise en œuvre, révision) + **volet Air énergie, climat**

CONSEIL

- Vérifier la concordance des différents documents d'urbanisme mis en œuvre à l'intérieur de son périmètre
- **Se prononcer sur l'ouverture à l'urbanisation dans les documents d'urbanisme jusqu'à l'approbation du SCoT**

CONCERTATION

- Recueillir l'avis de tout organisme ou personne ressource ayant compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, de déplacement, d'aménagement ou d'environnement
- **Associer à tous travaux les Personnes Publiques Associées (PPA) : l'Etat, la Région, le Département, les chambres consulaires, le Parc Naturel du Morvan et tout autre organisme ou personne pouvant avoir compétence en matière d'aménagement de l'espace ou être intéressés à l'élaboration, au suivi et à la modification du SCoT**

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

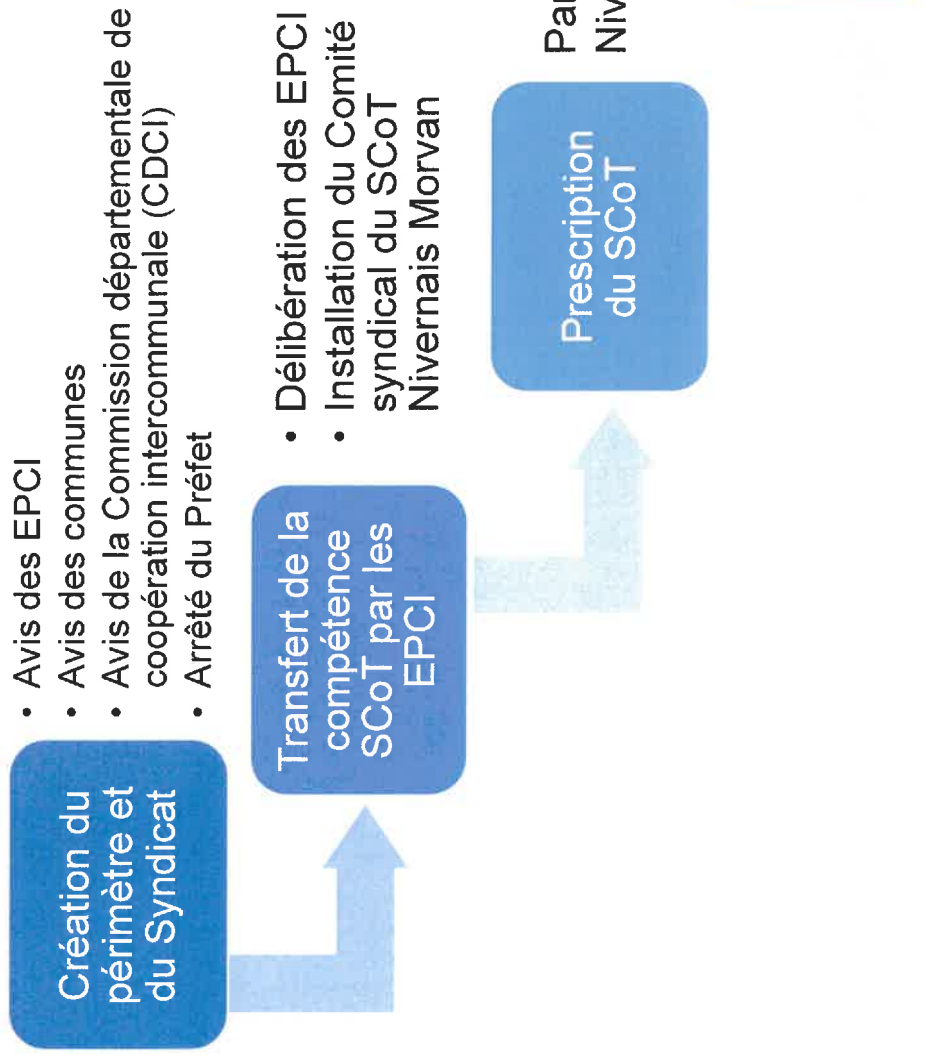
Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



Le SCoT Nivernais Morvan : comment?

Les étapes(2024-2025)



Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE





Avez-vous des questions



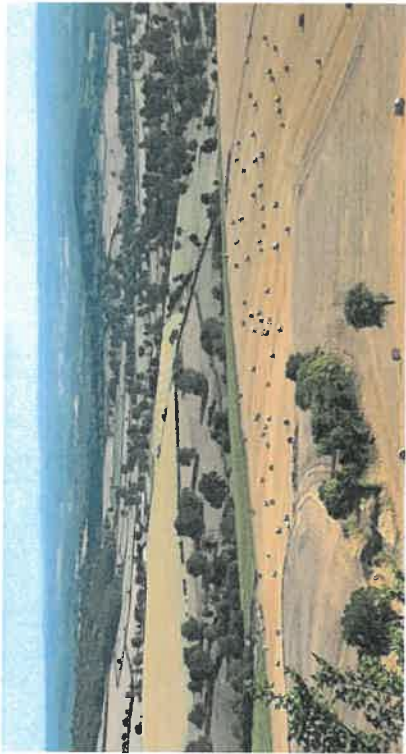
Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

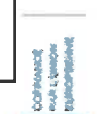
ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE





Merci pour votre attention !

Envoyé en préfecture le 23/07/2024
Reçu en préfecture le 23/07/2024
Publié le
ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

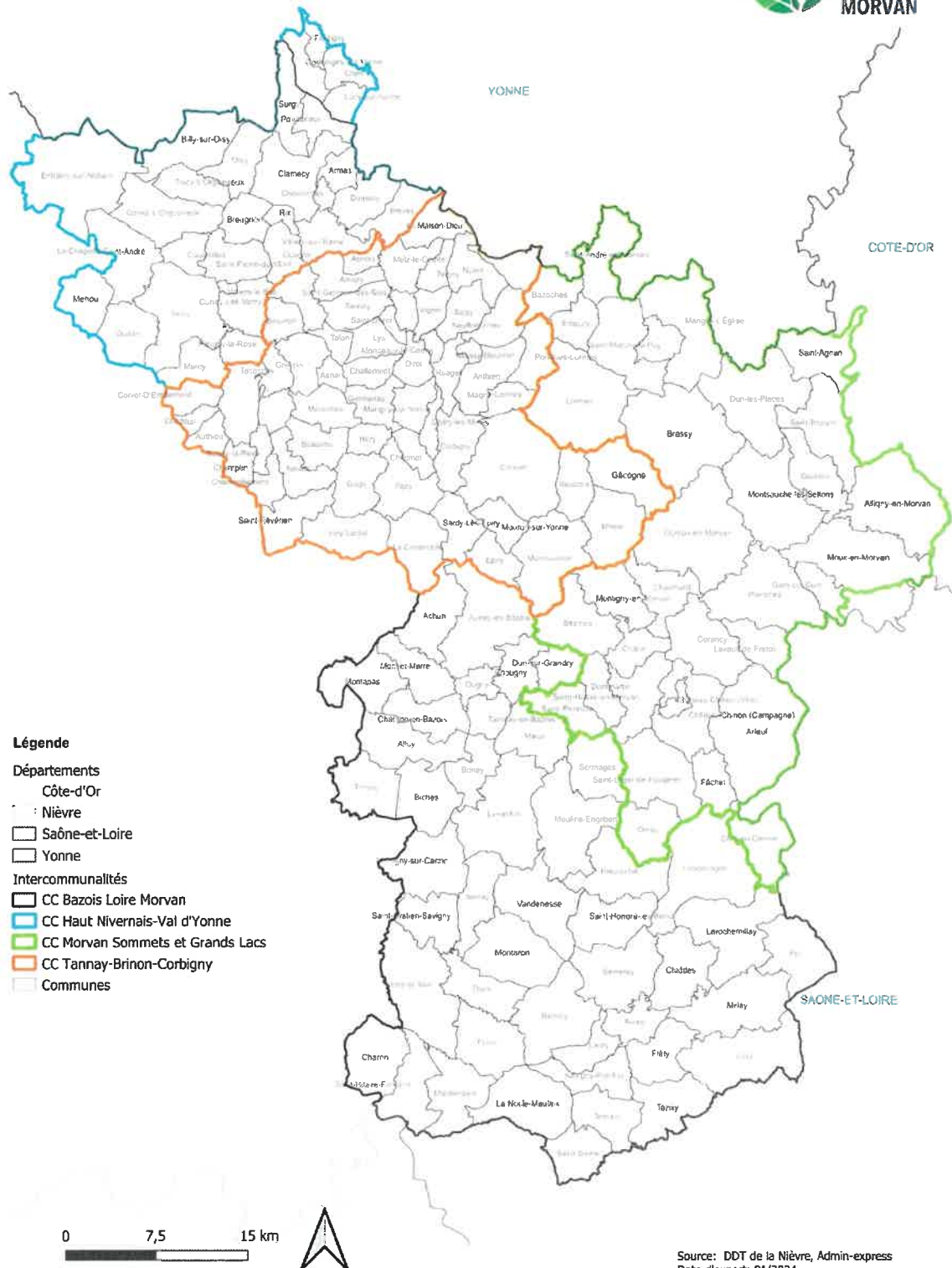
ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



ANNEXES SCot NIVERNAIS MORVAN

ANNEXE 1 : PÉRIMÈTRE PROJETÉ DU SCot NIVERNAIS MORVAN

Périmètre projeté du SCot Nivernais Morvan



Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



ANNEXE 2 : LISTE DES COMMUNES COMPRISES DANS LE PÉRIMÈTRE PROJETÉ DU SCoT NIVERNAIS MORVAN

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
ACHUN	58001	58	200067882
ALLIGNY-EN-MORVAN	58003	58	200067890
ALLUY	58004	58	200067882
AMAZY	58005	58	200067692
ANTHIEN	58008	58	200067692
ARLEUF	58010	58	200067890
ARMES	58011	58	200067429
ASNAN	58015	58	200067692
ASNOIS	58016	58	200067692
AUNAY-EN-BAZOIS	58017	58	200067882
AUTHIOU	58018	58	200067692
AVRÉE	58019	58	200067882
BAZOCHEs	58023	58	200067890
BEAULIEU	58026	58	200067692
BEUVRON	58029	58	200067692
BICHES	58030	58	200067882
BILLY-SUR-OISY	58032	58	200067429
BLISMES	58034	58	200067890
BRASSY	58037	58	200067890
BREUGNON	58038	58	200067429
BREVES	58039	58	200067429
BRINAY	58040	58	200067882
BRINON-SUR-BEUVRON	58041	58	200067692
BUSSY-LA-PESLE	58043	58	200067692
CERCY-LA-TOUR	58046	58	200067882
CERVON	58047	58	200067692
CHALAUx	58049	58	200067890
CHALLEMENT	58050	58	200067692
CHAMPALLEMENT	58052	58	200067692
CHAMPLIN	58054	58	200067692

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
CHARRIN	58060	58	200067882
CHATEAU-CHINON (CAMPAGNE)	58063	58	200067890
CHATEAU-CHINON (VILLE)	58062	58	200067890
CHATILLON-EN-BAZOIS	58065	58	200067882
CHATIN	58066	58	200067890
CHAUMARD	58068	58	200067890
CHAUMOT	58069	58	200067692
CHAZEUIL	58070	58	200067692
CHEVANNES-CHANGY	58071	58	200067692
CHEVROCHES	58073	58	200067429
CHIDDES	58074	58	200067882
CHITRY-LES-MINES	58075	58	200067692
CHOUGNY	58076	58	200067882
CLAMECY	58079	58	200067429
CORANCY	58082	58	200067890
CORBIGNY	58083	58	200067692
CORVOL-D'EMBERNARD	58084	58	200067692
CORVOL-L'ORGUEILLEUX	58085	58	200067429
COULANGES-SUR-YONNE	89119	89	200067429
COURCELLES	58090	58	200067429
CRAIN	89129	89	200067429
CUNCY-LES-VARZY	58093	58	200067429
DIROL	58098	58	200067692
DOMMARTIN	58099	58	200067890
DORNECY	58103	58	200067429
DUN-LES-PLACES	58106	58	200067890
DUN-SUR-GRANDRY	58107	58	200067882
EMPURY	58108	58	200067890
ENTRAINS-SUR-NOHAIN	58109	58	200067429
EPIRY	58110	58	200067692
FACHIN	58111	58	200067890
FESTIGNY	89164	89	200067429

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
FLETY	58114	58	200067882
FLEZ-CUZY	58116	58	200067692
FOURS	58118	58	200067882
GACOGNE	58120	58	200067692
GERMENAY	58123	58	200067692
GIEN-SUR-CURE	58125	58	200067890
GLUX-EN-GLENNE	58128	58	200067890
GOULOUX	58129	58	200067890
GRENOIS	58130	58	200067692
GUIPY	58132	58	200067692
HERY	58133	58	200067692
ISENAY	58135	58	200067882
LA CHAPELLE-SAINT-ANDRÉ	58058	58	200067429
LA COLLANCELLE	58080	58	200067692
LA MAISON-DIEU	58154	58	200067692
LA NOCLE-MAULAIX	58195	58	200067882
LANTY	58139	58	200067882
LAROCHEMILLAY	58140	58	200067882
LAVAUT-DE-FRÉTOY	58141	58	200067890
LIMANTON	58142	58	200067882
LORMES	58145	58	200067890
LUCY-SUR-YONNE	89234	89	200067429
LUZY	58149	58	200067882
LYS	58150	58	200067692
MAGNY-LORMES	58153	58	200067692
MARCY	58156	58	200067429
MARIGNY-L'EGLISE	58157	58	200067890
MARIGNY-SUR-YONNE	58159	58	200067692
MAUX	58161	58	200067882
MENOU	58163	58	200067429
METZ-LE-COMTE	58165	58	200067692
MHÈRE	58166	58	200067692

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
MILLAY	58168	58	200067882
MOISSY-MOULINOT	58169	58	200067692
MONCEAUX-LE-COMTE	58170	58	200067692
MONTAMBERT	58172	58	200067882
MONTAPAS	58171	58	200067882
MONTARON	58173	58	200067882
MONT-ET-MARRE	58175	58	200067882
MONTIGNY-EN-MORVAN	58177	58	200067890
MONTIGNY-SUR-CANNE	58178	58	200067882
MONTREUILLON	58179	58	200067692
MONTSAUCHE-LES-SETTONS	58180	58	200067890
MORACHES	58181	58	200067692
MOULINS-ENGILBERT	58182	58	200067882
MOURON-SUR-YONNE	58183	58	200067692
MOUX-EN-MORVAN	58185	58	200067890
NEUFFONTAINES	58190	58	200067692
NEUILLY	58191	58	200067692
NUARS	58197	58	200067692
OISY	58198	58	200067429
ONLAY	58199	58	200067890
OUAGNE	58200	58	200067429
UDAN	58201	58	200067429
UGNY	58202	58	200067882
OUROUX-EN-MORVAN	58205	58	200067890
PARIGNY-LA-ROSE	58206	58	200067429
PAZY	58208	58	200067692
PLANCHEZ	58210	58	200067890
POIL	58211	58	200067882
POUQUES-LORMES	58216	58	200067692
POUSSEAUX	58217	58	200067429
PRÉPORCHÉ	58219	58	200067882
REMILLY	58221	58	200067882

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
RIX	58222	58	200067429
RUAGES	58224	58	200067692
SAINT-AGNAN	58226	58	200067890
SAINT-ANDRÉ-EN-MORVAN	58229	58	200067890
SAINT-AUBIN-DES-CHAUMES	58230	58	200067692
SAINT-BRISSON	58235	58	200067890
SAINT-DIDIER	58237	58	200067692
SAINT-GERMAIN-DES-BOIS	58242	58	200067692
SAINT-GRATIEN-SAVIGNY	58243	58	200067882
SAINT-HILAIRE-EN-MORVAN	58244	58	200067890
SAINT-HILAIRE-FONTAINE	58245	58	200067882
SAINT-HONORÉ-LES-BAINS	58246	58	200067882
SAINT-LÉGER-DE-FOUGERET	58249	58	200067890
SAINT-MARTIN-DU-PUY	58255	58	200067890
SAINT-PÉREUSE	58262	58	200067890
SAINT-PIERRE-DU-MONT	58263	58	200067429
SAINT-RÉVÉRIEN	58266	58	200067692
SAINT-SEINE	58268	58	200067882
SAIZY	58271	58	200067692
SARDY-LES-EPIRY	58272	58	200067692
SAVIGNY-POIL-FOL	58274	58	200067882
SÉMELAY	58276	58	200067882
SERMAGES	58277	58	200067882
SURGY	58282	58	200067429
TACONNAY	58283	58	200067692
TALON	58284	58	200067692
TAMNAY-EN-BAZOIS	58285	58	200067882
TANNAY	58286	58	200067692
TAZILLY	58287	58	200067882
TEIGNY	58288	58	200067692
TERNANT	58289	58	200067882

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

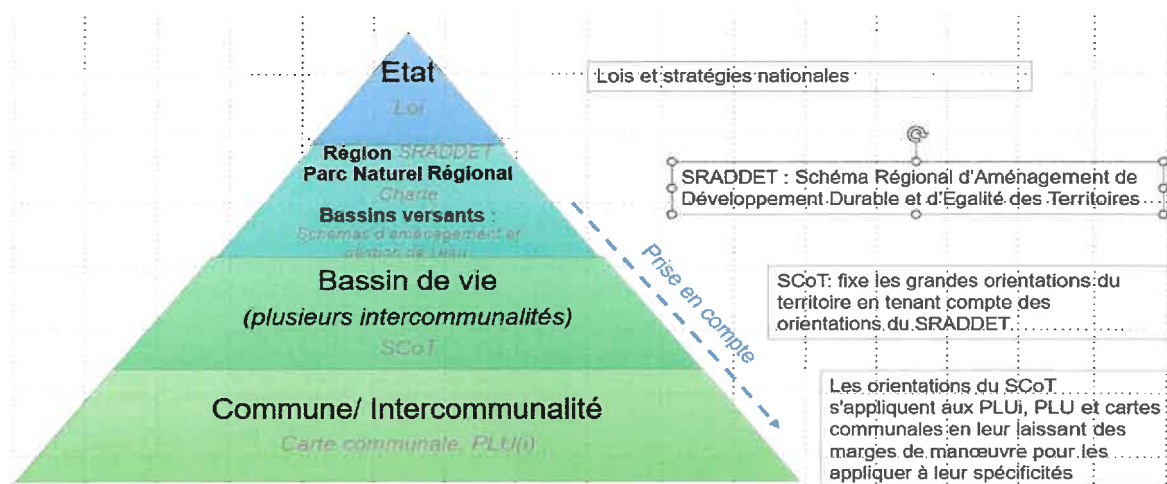
ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
THAIX	58290	58	200067882
TINTURY	58292	58	200067882
TRUCY-L'ORGUEILLEUX	58299	58	200067429
VANDENESSE	58301	58	200067882
VARZY	58304	58	200067429
VAUCLAIX	58305	58	200067692
VIGNOL	58308	58	200067692
VILLAPOURCON	58309	58	200067882
VILLIERS-LE-SEC	58310	58	200067429
VILLIERS-SUR-YONNE	58312	58	200067429
VITRY-LACHE	58313	58	200067692

ANNEXE 3 : PROJET DE STATUTS DU SYNDICAT DU SCoT NIVERNAIS MORVAN

ANNEXE 4 : ARTICULATION DU SCoT AVEC LE SRADDET (RÉGION) ET LES DOCUMENTS D'URBANISME (COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX)



STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DU SCoT NIVERNAIS MORVAN

Table des matières

Table des matières

ARTICLE 1 – COMPOSITION, DÉNOMINATION ET PÉRIMÈTRE 3

ARTICLE 2 – OBJET DU SYNDICAT 3

ARTICLE 3 – PRESTATIONS DE SERVICES ET ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES 4

ARTICLE 4 – SIÈGE 4

ARTICLE 5 – DURÉE 4

ARTICLE 5 – COMITÉ SYNDICAL..... 4

 ARTICLE 5.1– COMPOSITION DU COMITÉ SYNDICAL 4

 ARTICLE 5.2– ATTRIBUTION DU COMITÉ SYNDICAL..... 5

 ARTICLE 5.3–FONCTIONNEMENT DU COMITÉ SYNDICAL 6

ARTICLE 6 – LE PRÉSIDENT 6

ARTICLE 7 – LE BUREAU..... 7

 ARTICLE 7.1– DÉSIGNATION ET COMPOSITION DU BUREAU 7

 ARTICLE 7.2– RÉUNIONS DU BUREAU 7

 ARTICLE 7.3– ATTRIBUTIONS DU BUREAU 7

ARTICLE 8 – CRÉATION DE COMMISSIONS SPÉCIALISÉES 7

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES 8

 ARTICLE 9.1– RECETTES..... 8

 ARTICLE 9.2– CONTRIBUTIONS DES ADHÉRENTS 8

 ARTICLE 9.3– AUTRES CONTRIBUTIONS..... 8

 ARTICLE 9.4– COMPTABILITÉ 9

ARTICLE 10– ADHÉSION D’UN NOUVEAU MEMBRE 9

ARTICLE 11– RETRAIT 9

ARTICLE 12– MODIFICATIONS STATUTAIRES 9

ARTICLE 13– RÈGLEMENT INTÉRIEUR..... 9

ARTICLE 14– DISSOLUTION 9

ARTICLE 15– APPROBATION DES STATUTS..... 9

ANNEXE 1 – CARTE DU PERIMETRE DU SCoT NIVERNAIS MORVAN..... 10

ANNEXE 2 – LISTE DES COMMUNES COMPRISES DANS LE PERIMETRE DU SCoT NIVERNAIS MORVAN..... 11

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



ARTICLE 1 – COMPOSITION, DÉNOMINATION ET PÉRIMÈTRE

En application des dispositions des articles Article L.5711-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales, un Syndicat Mixte fermé ci-après désigné « le Syndicat » a été créé entre :

- La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan,
- La Communauté de Communes Haut Nivernais Val d'Yonne,
- La Communauté de Communes Morvan Sommets et Grands Lacs,
- La Communauté de Communes Tannay Brinon Corbigny.

Le Syndicat a pris la dénomination de Syndicat mixte du SCoT Nivernais Morvan.

Le périmètre géographique d'intervention du Syndicat correspond au périmètre du SCoT Nivernais Morvan.

ARTICLE 2 – OBJET DU SYNDICAT

En application des articles [L.141-1 et suivants du code de l'urbanisme](#) et de tout autre texte qui viendrait s'y substituer ou le compléter, le Syndicat a pour objet l'élaboration, l'approbation, la modification, la révision, le suivi et l'évaluation du SCoT sur son périmètre.

Il exerce cette compétence « [schéma de cohérence territoriale](#) » en lieu et place de ses membres.

A ce titre le Syndicat peut :

- Réaliser toute activité d'études, toute prestation, toute acquisition nécessaires à l'élaboration et la mise en œuvre du SCoT conformément aux dispositions de [l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale](#). Dans ce cadre, le SCoT peut également valoir plan, climat, air, énergie territorial selon les dispositions prévues au [L.141-16 du code de l'urbanisme](#) et au [L.229-26 du code de l'environnement](#), après transfert de la compétence des EPCI membres au Syndicat. Dans ce cadre, le Syndicat assure la fonction de coordinateur de la transition énergétique définie à l'article [L.2224-34 du code des collectivités territoriales](#). Ce PCAET peut être également réalisé en parallèle du SCoT ;
- Réaliser ou faire réaliser toute autre prestation, études ou travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences et nécessaire à l'exercice de ses activités ;
- Passer tout contrat nécessaire à l'exercice de ses activités ;
- Organiser l'expertise, technique, juridique, financière nécessaire à l'exercice de ses activités ;
- Vérifier la concordance des différents documents d'urbanisme mis en œuvre à l'intérieur de son périmètre ;
- Se prononcer sur l'ouverture à l'urbanisation des zones d'urbanisation futures jusqu'à l'approbation du SCoT ;
- Recueillir l'avis de tout organisme ou personne ressource ayant compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, de déplacement, d'aménagement ou d'environnement ;
- Etablir toute demande de subventions ou participations aux frais engagés pour sa mission ;
- Associer à tous travaux outre ses membres et les communes qui les composent, l'Etat, la région, le département, les chambres consulaires et tout autre organisme ou personne compétente ;

- Recueillir l'avis de tout organisme ou association ayant compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, de déplacement, d'aménagement ou d'environnement.

Le Syndicat décide librement du mode de réalisation de son objet. Il peut confier tout ou partie des missions relevant de son activité à des tiers publics ou privés, le cas échéant en respectant les règles de la commande publique, sous réserve qu'il en conserve la responsabilité à l'égard de ses membres.

ARTICLE 3 – PRESTATIONS DE SERVICES ET ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

Le Syndicat peut assurer des prestations de services se rattachant à son objet. Il conventionne avec la collectivité ou l'EPCI bénéficiaire selon les modalités fixées préalablement par le Comité syndical. Ces prestations s'inscrivent dans le cadre [du L5211-56 du Code général des collectivités territoriales](#).

Le Syndicat peut être coordonnateur de commandes publiques et être centrale d'achat dans les conditions prévues par le code des marchés publics pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant aux domaines d'activités du Syndicat.

ARTICLE 4 – SIÈGE

Le siège du Syndicat est fixé à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte du Pays Nivernais Morvan, 1 rue du Petit Fort, 58800 CORBIGNY

ARTICLE 5 – DURÉE

Le Syndicat exerce ses missions sans limite de durée.

ARTICLE 5 – COMITÉ SYNDICAL

ARTICLE 5.1– COMPOSITION DU COMITÉ SYNDICAL

Le Syndicat est administré par un Comité syndical, composé de délégués élus par l'organe délibérant de chaque structure adhérente, lesquelles désignent et dans les mêmes conditions, autant de délégués et suppléants que de délégués titulaires. Le choix des EPCI à fiscalité propre peut porter sur l'un des délégués communautaires ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Les délégués suppléants sont appelés à siéger au Comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un délégué titulaire.

En cas d'empêchement simultané du délégué titulaire et suppléant, le titulaire peut donner son pouvoir à un délégué communautaire ou un conseiller municipal de son choix.

Le mandat des délégués est lié à celui de l'organe délibérant qui les a désignés. Ce mandat expire lors de l'installation de nouveaux délégués au Comité syndical, désignés suite au renouvellement des assemblées qui les ont désignés.

Les dispositions précitées ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste du mandat, au remplacement des délégués par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

En cas de vacance définitive, pour quelque cause que ce soit, il est procédé pour le reste du mandat en cours, au remplacement des délégués empêchés, par de nouvelles désignations opérées dans les formes prévues par le présent article.

La répartition des sièges est fixée selon les modalités suivantes : chaque membre dispose :

- De deux sièges de délégués titulaires et autant de délégués suppléants ;
- D'un siège supplémentaire (titulaire et suppléant) au prorata de leur population totale légale (dernier recensement en vigueur) selon la règle d'un délégué titulaire par tranche entière de 5 000 habitants.

La représentation des membres est fixée comme suit :

EPCI membre	POPULATION (au 01/01/2024)	NOMBRE DE COMMUNES	Nombre de délégués	
			Titulaires	Suppléants
CC Bazois Loire Morvan	15 393	46	5	5
CC Haut-Nivernais Val d'Yonne	12 328	30	4	4
CC Morvan Sommets Grands Lacs	12 705	34	4	4
CC Tannay-Brinon- Corbigny	9 762	58	3	3
TOTAL	50 188	168	16	16

Aucun membre ne peut, à lui seul, détenir la majorité des voix.

ARTICLE 5.2– ATTRIBUTION DU COMITÉ SYNDICAL

Le Comité syndical règle, par délibération, les affaires du Syndicat. Il dispose de toutes les attributions nécessaires à l'administration du Syndicat, hormis celles expressément confiées aux autres organes du Syndicat.

Il peut déléguer au Président, ou au Bureau dans son ensemble, une partie de ses attributions, à l'exception :

- 1) Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2) De l'approbation du compte administratif ;
- 3) Des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article [L. 1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales](#) ;
- 4) Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat ;
- 5) De l'adhésion du Syndicat à un établissement public ;
- 6) De la délégation de la gestion d'un service public.

ARTICLE 5.3–FONCTIONNEMENT DU COMITÉ SYNDICAL

Le Comité syndical se réunit sur convocation de son Président ou à la demande de la majorité absolue de ses membres autant que de besoin et au moins une fois par semestre. Ses réunions sont publiques. Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat et à la majorité absolue, de se réunir à huis clos.

Il est désigné, au cours de chaque réunion, un secrétaire. Sauf dans les cas où l'urgence commanderait un délai plus court, la convocation doit être adressée aux délégués au moins 5 jours francs avant la réunion.

Elle est accompagnée de l'ordre du jour et d'un rapport sur chacune des affaires qui doivent y être soumises. Ces éléments pourront être transmis de manière dématérialisée.

Le Comité syndical ne peut valablement délibérer que si les conditions prévues par l'article L.5211-1 renvoyant à [l'article L.2121-17 du code général des collectivités territoriales](#) sont réunies.

Si ce quorum n'est pas atteint le jour fixé par la convocation, le Président procède à la convocation d'une nouvelle réunion sur le même ordre du jour, dans un délai maximum de 3 jours. Le Comité syndical délibère alors valablement quel que soit le nombre de présents.

Sauf dispositions contraires des présents statuts, les délibérations du Comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Il est procédé au vote à main levée tant qu'un tiers des membres présents ne réclame pas le vote secret pour tel ou tel point de l'ordre du jour, ou qu'un quart des membres présents ne réclame pas le vote au scrutin public.

En cas de vote à main levée ou de scrutin public, et de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Les modalités d'actualisation des sièges, des voix et des contributions budgétaires sont fixées par le règlement intérieur.

ARTICLE 6 – LE PRÉSIDENT

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat. Il est élu par le Comité syndical pour la durée du mandat.

Le Président :

- fixe l'ordre du jour,
- convoque les délégués aux réunions du Comité Syndical,
- prépare et exécute les délibérations du Comité Syndical.

Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat.

Il est le chef des services du Syndicat et il représente celui-ci en justice.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur ou responsables de service du Syndicat.

Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

ARTICLE 7 – LE BUREAU

Sur proposition du Président et du Comité syndical et selon les besoins de fonctionnement des instances du Syndicat, il pourra être mis en place un Bureau dans les conditions prévues au sein des paragraphes suivants.

ARTICLE 7.1– DÉSIGNATION ET COMPOSITION DU BUREAU

Outre le Président qui est membre de droit, le Bureau comprend autant de vice-présidents que de structures membres et d'autres membres élus par le Comité syndical au scrutin secret uninominal à deux tours. Chaque EPCI membre du Syndicat bénéficie d'au moins un siège au Bureau.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que leur mandat de délégué.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un siège de membre du Bureau, le Comité syndical pourvoit à son remplacement lors de la plus proche réunion suivant le constat de la vacance.

Quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un nouveau Vice-président, celui-ci occupera le même rang que l'élu qui occupait précédemment le poste devenu vacant.

L'élection du Président entraîne une nouvelle désignation de l'ensemble des membres du Bureau.

ARTICLE 7.2– RÉUNIONS DU BUREAU

Le Bureau est présidé par le Président du Syndicat.

Le Bureau doit être convoqué par le Président autant que de besoin. Ses réunions ne sont pas publiques.

Il est désigné, au cours de chaque réunion, un secrétaire.

Sauf dans les cas où l'urgence commanderait un délai plus court dans les conditions précisées par le règlement intérieur, la convocation doit être adressée aux membres du bureau au moins 5 jours francs avant la réunion. Elle est accompagnée de l'ordre du jour et d'un rapport sur chacune des affaires qui doivent y être soumises. Ces éléments pourront être transmis de manière dématérialisée.

Les délibérations du Bureau sont prises à main levée à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

ARTICLE 7.3– ATTRIBUTIONS DU BUREAU

Le Bureau exerce les compétences qui lui sont attribuées par le Comité Syndical, précisées dans le règlement intérieur.

Lors de chaque réunion du Comité syndical, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du Comité.

ARTICLE 8 – CRÉATION DE COMMISSIONS SPÉCIALISÉES

Le Comité syndical peut créer des commissions spécialisées. Elles seront chargées de la réflexion sur des thèmes d'études précis en lien avec le SCoT (habitat, environnement, agriculture, mobilité etc.).

Le nombre, l'intitulé et la composition de ces commissions sont arrêtés par le Comité syndical et précisée dans le règlement intérieur.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses nécessitées par l'exercice de ses compétences et missions. A ce titre, il est habilité à recevoir, notamment, les ressources suivantes :

ARTICLE 9.1– RECETTES

1. Les ressources générales que les Syndicats mixtes sont autorisés à créer ou à percevoir en vertu des lois et règlements en vigueur ;
2. Les contributions des adhérents aux dépenses correspondant à l'exercice de la compétence transférée dans les conditions prévues à l'article 9.2 ;
3. Le revenu des biens, meubles et/ou immeubles, du Syndicat ;
4. Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
5. Les subventions, participations et fonds de concours de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du Département, des communes ou des groupements de collectivités territoriales, adhérents ou tiers ;
6. Les produits des dons et legs ;
7. Le produit des recettes, taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
8. Le produit des emprunts.

ARTICLE 9.2– CONTRIBUTIONS DES ADHÉRENTS

La contribution des membres se compose d'une cotisation fixée pour l'année N considérée au prorata de leur population. Le nombre d'habitants représentant un membre correspond à la somme des populations municipales comprises dans le périmètre d'intervention du Syndicat. Les données « populations municipales » doivent être les dernières mises à disposition par l'INSEE.

Elle constitue une dépense obligatoire pour les adhérents pendant la durée du Syndicat et dans la limite des nécessités de service telles que les décisions du Syndicat les déterminent annuellement.

Le montant des contributions tient compte de l'obligation d'équilibre budgétaire entre les dépenses et les recettes du Syndicat.

ARTICLE 9.3– AUTRES CONTRIBUTIONS

Les autres interventions du Syndicat contractuellement encadrées par des conventions de prestation de services et conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage définiront chacune en ce qui les concernent leurs modalités financières d'exécution. Elles identifieront notamment les modalités de financement et de remboursement des frais engagés pour le compte de la structure ainsi que les dispositions de rémunération du Syndicat pour la réalisation des prestations de service et opérations sous mandat (frais de fonctionnement à caractère général et participation aux dépenses de personnels

ARTICLE 9.4– COMPTABILITÉ

Le syndicat fait application de la nomenclature M57 et de toute autre nomenclature qui lui sera substituée par les lois et règlements en vigueur.

Les fonctions de Trésorier du Syndicat mixte sont exercées par le comptable public désigné par la Direction départementale des finances publiques (DDFIP) .

ARTICLE 10– ADHÉSION D'UN NOUVEAU MEMBRE

Toute personne publique intéressée par l'objet du Syndicat est susceptible de solliciter, par délibération, son adhésion au Syndicat selon les dispositions du [L5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales](#).

ARTICLE 11– RETRAIT

Une personne publique membre du Syndicat a la possibilité de s'en retirer, selon les modalités prévues à l'article [L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales](#) et après avis du Comité syndical.

ARTICLE 12– MODIFICATIONS STATUTAIRES

Les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des membres qui composent le Comité syndical dans les conditions fixées par l'article [L5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales](#).

ARTICLE 13– RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le règlement intérieur définit les dispositions relatives au fonctionnement du Comité syndical, du bureau, des commissions et comités qui ne seraient pas définies par les présents statuts.

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical statuant à la majorité de ses membres. Il suit les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est adopté dans les 6 mois suivant l'installation du Comité syndical. Il peut faire l'objet d'une modification à la demande de la majorité des membres du Comité syndical, à tout moment.

ARTICLE 14– DISSOLUTION

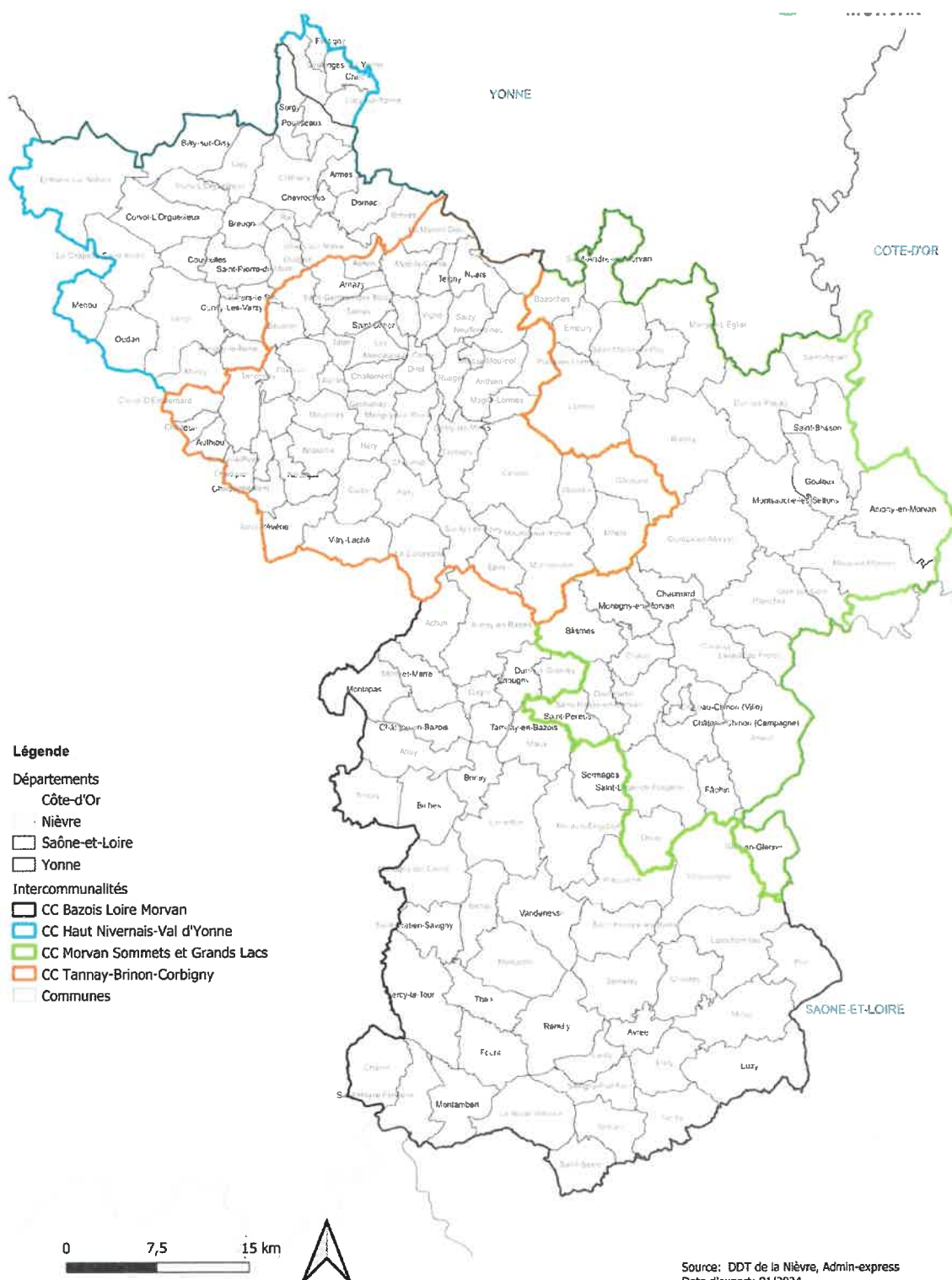
Toute dissolution s'effectuera conformément au [L 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales](#).

Elle emporte l'abrogation du SCoT conformément au [L122-4 du Code de l'urbanisme](#) sauf si un autre EPCI en assure le suivi en application du [L143-16 du Code de l'urbanisme](#).

ARTICLE 15– APPROBATION DES STATUTS

Les présents statuts sont approuvés par les assemblées délibérantes des membres visés à l'article 1 après qu'elles aient reçu, si nécessaire, la délégation requise par leurs communes. Ils donnent lieu à un arrêté préfectoral.

ANNEXE 1 – CARTE DU PERIMÈTRE PROJETÉ DU SCoT NIVERNAIS MORVAN



ANNEXE 2 – LISTE DES COMMUNES COMPRISES DANS LE PÉRIMÈTRE PROJETÉ DU SCoT NIVERNAIS MORVAN

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
ACHUN	58001	58	200067882
ALLIGNY-EN-MORVAN	58003	58	200067890
ALLUY	58004	58	200067882
AMAZY	58005	58	200067692
ANTHIEN	58008	58	200067692
ARLEUF	58010	58	200067890
ARMES	58011	58	200067429
ASNAN	58015	58	200067692
ASNOIS	58016	58	200067692
AUNAY-EN-BAZOIS	58017	58	200067882
AUTHIOU	58018	58	200067692
AVRÉE	58019	58	200067882
BAZOUCHES	58023	58	200067890
BEAULIEU	58026	58	200067692
BEUVRON	58029	58	200067692
BICHES	58030	58	200067882
BILLY-SUR-OISY	58032	58	200067429
BLISMES	58034	58	200067890
BRASSY	58037	58	200067890
BREUGNON	58038	58	200067429
BREVES	58039	58	200067429
BRINAY	58040	58	200067882
BRINON-SUR-BEUVRON	58041	58	200067692
BUSSY-LA-PESLE	58043	58	200067692
CERCY-LA-TOUR	58046	58	200067882
CERVON	58047	58	200067692
CHALAU	58049	58	200067890
CHALLEMENT	58050	58	200067692
CHAMPALLEMENT	58052	58	200067692
CHAMPLIN	58054	58	200067692

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
CHARRIN	58060	58	200067882
CHATEAU-CHINON (CAMPAGNE)	58063	58	200067890
CHATEAU-CHINON (VILLE)	58062	58	200067890
CHATILLON-EN-BAZOIS	58065	58	200067882
CHATIN	58066	58	200067890
CHAUMARD	58068	58	200067890
CHAUMOT	58069	58	200067692
CHAZEUIL	58070	58	200067692
CHEVANNES-CHANGY	58071	58	200067692
CHEVROCHES	58073	58	200067429
CHIDDES	58074	58	200067882
CHITRY-LES-MINES	58075	58	200067692
CHOUGNY	58076	58	200067882
CLAMECY	58079	58	200067429
CORANCY	58082	58	200067890
CORBIGNY	58083	58	200067692
CORVOL-D'EMBERNARD	58084	58	200067692
CORVOL-L'ORGUEILLEUX	58085	58	200067429
COULANGES-SUR-YONNE	89119	89	200067429
COURCELLES	58090	58	200067429
CRAIN	89129	89	200067429
CUNCY-LES-VARZY	58093	58	200067429
DIROL	58098	58	200067692
DOMMARTIN	58099	58	200067890
DORNECY	58103	58	200067429
DUN-LES-PLACES	58106	58	200067890
DUN-SUR-GRANDRY	58107	58	200067882
EMPURY	58108	58	200067890
ENTRAINS-SUR-NOHAIN	58109	58	200067429
EPIRY	58110	58	200067692
FACHIN	58111	58	200067890

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
FESTIGNY	89164	89	200067429
FLETY	58114	58	200067882
FLEZ-CUZY	58116	58	200067692
FOURS	58118	58	200067882
GACOGNE	58120	58	200067692
GERMENAY	58123	58	200067692
GIEN-SUR-CURE	58125	58	200067890
GLUX-EN-GLENNE	58128	58	200067890
GOULOUX	58129	58	200067890
GRENOIS	58130	58	200067692
GUIPY	58132	58	200067692
HERY	58133	58	200067692
ISENAY	58135	58	200067882
LA CHAPELLE-SAINT-ANDRÉ	58058	58	200067429
LA COLLANCELLE	58080	58	200067692
LA MAISON-DIEU	58154	58	200067692
LA NOCLE-MAULAIX	58195	58	200067882
LANTY	58139	58	200067882
LAROCHEMILLAY	58140	58	200067882
LAVAUT-DE-FRÉTOY	58141	58	200067890
LIMANTON	58142	58	200067882
LORMES	58145	58	200067890
LUCY-SUR-YONNE	89234	89	200067429
LUZY	58149	58	200067882
LYS	58150	58	200067692
MAGNY-LORMES	58153	58	200067692
MARCY	58156	58	200067429
MARIGNY-L'EGLISE	58157	58	200067890
MARIGNY-SUR-YONNE	58159	58	200067692
MAUX	58161	58	200067882
MENOU	58163	58	200067429
METZ-LE-COMTE	58165	58	200067692

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
MHÈRE	58166	58	200067692
MILLAY	58168	58	200067882
MOISSY-MOULINOT	58169	58	200067692
MONCEAUX-LE-COMTE	58170	58	200067692
MONTAMBERT	58172	58	200067882
MONTAPAS	58171	58	200067882
MONTARON	58173	58	200067882
MONT-ET-MARRE	58175	58	200067882
MONTIGNY-EN-MORVAN	58177	58	200067890
MONTIGNY-SUR-CANNE	58178	58	200067882
MONTREUILLON	58179	58	200067692
MONTSAUCHE-LES-SETTONS	58180	58	200067890
MORACHES	58181	58	200067692
MOULINS-ENGILBERT	58182	58	200067882
MOURON-SUR-YONNE	58183	58	200067692
MOUX-EN-MORVAN	58185	58	200067890
NEUFFONTAINES	58190	58	200067692
NEUILLY	58191	58	200067692
NUARS	58197	58	200067692
OISY	58198	58	200067429
ONLAY	58199	58	200067890
OUAGNE	58200	58	200067429
UDAN	58201	58	200067429
OUGNY	58202	58	200067882
OUROUX-EN-MORVAN	58205	58	200067890
PARIGNY-LA-ROSE	58206	58	200067429
PAZY	58208	58	200067692
PLANCHEZ	58210	58	200067890
POIL	58211	58	200067882
POUQUES-LORMES	58216	58	200067692
POUSSEAUX	58217	58	200067429
PRÉPORCHÉ	58219	58	200067882

NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
REMILLY	58221	58	200067882
RIX	58222	58	200067429
RUAGES	58224	58	200067692
SAINT-AGNAN	58226	58	200067890
SAINT-ANDRÉ-EN-MORVAN	58229	58	200067890
SAINT-AUBIN-DES-CHAUMES	58230	58	200067692
SAINT-BRISSON	58235	58	200067890
SAINT-DIDIER	58237	58	200067692
SAINT-GERMAIN-DES-BOIS	58242	58	200067692
SAINT-GRATIEN-SAVIGNY	58243	58	200067882
SAINT-HILAIRE-EN-MORVAN	58244	58	200067890
SAINT-HILAIRE-FONTAINE	58245	58	200067882
SAINT-HONORÉ-LES-BAINS	58246	58	200067882
SAINT-LÉGER-DE-FOUGERET	58249	58	200067890
SAINT-MARTIN-DU-PUY	58255	58	200067890
SAINT-PÉREUSE	58262	58	200067890
SAINT-PIERRE-DU-MONT	58263	58	200067429
SAINT-RÉVÉRIEN	58266	58	200067692
SAINT-SEINE	58268	58	200067882
SAIZY	58271	58	200067692
SARDY-LES-EPIRY	58272	58	200067692
SAVIGNY-POIL-FOL	58274	58	200067882
SÉMELAY	58276	58	200067882
SERMAGES	58277	58	200067882
SURGY	58282	58	200067429
TACONNAY	58283	58	200067692
TALON	58284	58	200067692
TAMNAY-EN-BAZOIS	58285	58	200067882
TANNAY	58286	58	200067692
TAZILLY	58287	58	200067882
TEIGNY	58288	58	200067692

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240711-2024_CC_106-DE



NOM DE LA COMMUNE	N° INSEE DE LA COMMUNE	N°INSEE DEPARTEMENT	N°SIREN DE L'EPCI DE RATTACHEMENT
TERNANT	58289	58	200067882
THAIX	58290	58	200067882
TINTURY	58292	58	200067882
TRUCY-L'ORGUEILLEUX	58299	58	200067429
VANDENESSE	58301	58	200067882
VARZY	58304	58	200067429
VAUCLAIX	58305	58	200067692
VIGNOL	58308	58	200067692
VILLAPOURCON	58309	58	200067882
VILLIERS-LE-SEC	58310	58	200067429
VILLIERS-SUR-YONNE	58312	58	200067429
VITRY-LACHE	58313	58	200067692